

Cote du document: EB 2010/LOT/G.2
Date: 6 septembre 2010
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Shantanu Mathur

Coordonnateur, programme de dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des
organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Recommandation pour approbation	1
Première partie – Introduction	1
Seconde partie – Recommandation	3
Annexes	
I. Arbres des savanes-parcs et moyens de subsistance: s'adapter au changement climatique dans le Sahel ouest-africain	4
II. Gestion améliorée des ressources en eau pour une agriculture de montagne durable: Jordanie, Liban et Maroc	11
III. Programme d'amélioration des moyens de subsistance et de lutte contre la pauvreté dans les basses terres d'Asie du Sud-Est exposées à la sécheresse	17
IV. Favoriser la transformation du monde rural et le renforcement des institutions locales pour une gestion durable des terres, l'amélioration des revenus et le renforcement de la sécurité alimentaire	24

Sigles et acronymes

CIRAF	Centre mondial d'agroforesterie
CURE	Consortium de recherche sur la riziculture en environnement défavorable
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
ICARDA	Centre international de recherches agricoles dans les zones arides
IIRR	Institut international de recherches sur le riz
NARES	Système national de recherche et de vulgarisation agricoles

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à des propositions de don, au titre du guichet mondial/régional, à des centres internationaux bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant quatre propositions de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 5,2 millions d'USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux ci-après bénéficiant du soutien du GCRAI: le Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF); le Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA); et l'Institut international de recherches sur le riz (IIRR).
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe au présent rapport:
 - i) CIRAF: Arbres des savanes-parcs et moyens de subsistance: s'adapter au changement climatique dans le Sahel ouest-africain
 - ii) ICARDA: Gestion améliorée des ressources en eau pour une agriculture de montagne durable: Jordanie, Liban et Maroc
 - iii) IIRR: Programme d'amélioration des moyens de subsistance et de lutte contre la pauvreté dans les basses terres d'Asie du Sud-Est exposées à la sécheresse
 - iv) Favoriser la transformation du monde rural et le renforcement des institutions locales pour une gestion durable des terres, l'amélioration des revenus et le renforcement de la sécurité alimentaire
3. Les objectifs et la teneur de ces programmes de recherche appliquée sont conformes aux objectifs stratégiques du FIDA, qui sont en évolution constante, ainsi qu'à la Politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de financement sous forme de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux femmes et aux hommes pauvres des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. La politique en question vise à obtenir les résultats suivants: a) promotion d'activités innovantes et mise au point de technologies et de méthodes originales au service du groupe cible du FIDA; b) promotion par ce groupe cible, et en son nom, d'activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation concernant des questions qui revêtent de l'importance pour les populations rurales pauvres;

- c) renforcement des capacités des institutions partenaires afin qu'elles assurent une série de services en faveur des populations rurales pauvres; et d) promotion de l'apprentissage fondé sur les enseignements tirés, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information sur les questions relatives à la réduction de la pauvreté rurale, auprès des parties prenantes dans l'ensemble des régions et à l'intérieur de chacune d'entre elles.
6. Les programmes proposés sont conformes à l'objectif et aux résultats escomptés de la politique révisée du FIDA en matière de dons.
- a) Le programme mené sous la conduite du CIRAF (annexe I) vise à réduire les menaces exercées par le changement climatique sur les moyens de subsistance ruraux, en promouvant la diversification des arbres des savanes-parcs d'Afrique de l'Ouest et du Centre, grâce à des travaux de recherche communautaires et au renforcement des capacités. Le programme aidera les communautés rurales à s'adapter au climat de plus en plus sec et à s'assurer des sources nouvelles de vivres et de revenus. Les populations rurales pauvres et leurs organisations seront mieux placées pour gérer leurs ressources naturelles et commercialiser un éventail plus large de produits de grande valeur tirés des arbres locaux. De ce fait, les capacités des institutions nationales partenaires et l'importance qu'elles accordent aux pauvres seront renforcées.
 - b) Le programme piloté par l'ICARDA (annexe II) vise à promouvoir la production agricole, à accroître les revenus et à améliorer les moyens de subsistance des communautés rurales vivant dans les agroécosystèmes de montagne de Jordanie, du Liban et du Maroc grâce à la gestion améliorée de ressources en eau peu abondantes – au moyen notamment de petits ouvrages de collecte des eaux et de techniques de conservation. Le programme appuiera l'adoption de technologies optimales intégrées pour la gestion de l'eau, des terres, des cultures et du cheptel de manière à accroître durablement la productivité et la rentabilité de l'agriculture, à enrayer la dégradation des terres et à trouver des options reproductibles.
 - c) Le programme piloté par l'IIRR (annexe III) s'adressera aux riziculteurs pauvres des basses terres d'Asie du Sud-Est exposées à la sécheresse, notamment aux groupes ethniques minoritaires et aux femmes rurales. Il consistera à trouver, adapter et valider des technologies rizicoles de résistance au stress hydrique propres à accroître durablement la productivité agricole des groupes cibles des projets d'investissement financés par le FIDA. Le programme permettra en outre de renforcer les capacités des systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles, des communautés locales, des ONG, des agents de vulgarisation et des projets d'investissement financés par le FIDA à planifier efficacement des initiatives de développement; il facilitera l'accès à la formation ainsi que la mise au point des modules d'éducation et de communication qui seront proposés au groupe cible du programme.
 - d) Le programme piloté par le CIRAF (annexe IV) aidera les organisations locales à participer de manière effective aux processus de gouvernance, notamment ceux qui concernent la gestion durable des terres. Il visera en l'occurrence à appuyer l'action collective au service de la fourniture de services ruraux, à promouvoir la création d'entreprises écoresponsables et l'accumulation d'actifs dans les communautés locales. Le programme soutiendra le développement des technologies prometteuses et facilitera la mise en place d'une plateforme institutionnelle régionale de partage des connaissances, d'application à plus grande échelle des initiatives réussies et de représentation/participation dans le cadre de l'élaboration des politiques de gestion durable des terres en Afrique de l'Est.

Seconde partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Arbres des savanes-parcs et moyens de subsistance: s'adapter au changement climatique dans le Sahel ouest-africain", accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Gestion améliorée des ressources en eau pour une agriculture de montagne durable: Jordanie, Liban et Maroc", accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) au Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA) à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme d'amélioration des moyens de subsistance et de lutte contre la pauvreté dans les basses terres d'Asie du Sud-Est exposées à la sécheresse, accordera un don ne dépassant pas un million deux cent mille dollars des États-Unis (1 200 000 USD) à l'Institut international de recherches sur le riz (IIRR) à l'appui d'un programme de quatre ans (2010-2014). Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme "Favoriser la transformation du monde rural et le renforcement des institutions locales pour une gestion durable des terres, l'amélioration des revenus et le renforcement de la sécurité alimentaire", accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF) à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Arbres des savanes-parcs et moyens de subsistance: s'adapter au changement climatique dans le Sahel ouest-africain

I. Contexte

1. Les communautés rurales pauvres du Sahel ouest-africain sont tributaires, pour des produits essentiels et des services environnementaux, du nombre relativement limité d'essences indigènes présentes dans les systèmes agroforestiers de type savane-parc. Nombre de ces essences sont en train de disparaître au niveau local, en raison d'une mauvaise gestion et du climat plus chaud et plus sec, qui fait peser une grave menace sur les moyens de subsistance.
2. Le programme se situe dans le prolongement du Programme de renforcement des moyens d'existence dans le Sahel ouest-africain par l'amélioration de la gestion et de l'utilisation des systèmes agroforestiers de type savane-parc (don du CIRAF n° 799), qui a bénéficié du soutien du FIDA et a été mis en œuvre sur cinq sites de projets d'investissement du FIDA au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal. Concrètement, il repose sur les enseignements ci-après:
 - À mesure que les essences disparaissent à cause des conditions climatiques plus chaudes et plus sèches, les produits, les services et les recettes diminuent. Adapter et diversifier les arbres des savanes-parcs, et accroître la diversité et la qualité des produits arboricoles, sont des stratégies fondamentales en vue de minimiser les risques pour les moyens de subsistance.
 - Les communautés rurales des régions arides sont tributaires d'une plus grande gamme d'essences que les communautés des régions plus humides. Pour conserver ces essences et en introduire de nouvelles qui fournissent des produits et des services analogues, il faut établir et mettre en œuvre des plans locaux d'adaptation au changement climatique. Les communautés rurales sont conscientes de l'importance de ces plans, mais elles ont besoin d'une assistance technique pour les élaborer.
 - Les communautés rurales ont entrepris des projets de domestication des arbres, ainsi que des études d'analyse et développement des marchés, pour des essences prisées surtout pour les produits vivriers. Elles souhaitent continuer à utiliser ces essences et en mettre d'autres en valeur afin d'obtenir un éventail plus large de produits arboricoles mais, pour ce faire, elles ont besoin d'une assistance technique.
 - Pour favoriser l'adaptation des arbres des savanes-parcs à la sécheresse, les communautés rurales introduisent du matériel génétique provenant de zones plus sèches. Ce matériel permettra, au fil du temps, de renforcer la capacité d'adaptation à la sécheresse grâce à la régénération naturelle des savanes-parcs résultant du flux génique vers les arbres locaux. Les communautés rurales adhèrent à cette stratégie.
 - Les politiques actuelles relatives aux droits sur les ressources naturelles, les terres et les arbres empêchent souvent les communautés rurales de gérer les savanes-parcs de manière durable. L'instauration de plateformes de dialogue à l'intention des parties prenantes peut déboucher sur des réformes des politiques locales qui favoriseraient une bonne gestion. Ces plateformes devraient être institutionnalisées et développées afin d'associer les communautés rurales aux négociations concernant les politiques locales et de tenir les parties prenantes locales, nationales et régionales au courant des réformes des politiques sur les ressources naturelles et des droits sur les terres/arbres. Il faut mettre en place des mécanismes supplémentaires

afin de garantir: i) des investissements majeurs en faveur de la gestion des ressources naturelles des savanes-parcs; ii) la sécurité des droits sur les ressources naturelles pour les métayers; iii) la décentralisation, équitable sur le plan social et durable sur les plans institutionnel et environnemental, de la gestion des ressources naturelles au profit des communautés locales, sur la base d'un partenariat associant les communautés rurales, les agents de vulgarisation, les autorités publiques et les projets de développement; et iv) l'obligation pour les antennes publiques décentralisées de rendre des comptes aux communautés rurales.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. L'appui prêté précédemment par le FIDA, au titre d'un don, a contribué à rendre les populations rurales pauvres plus autonomes et a créé un environnement favorable aux fins de l'analyse critique et de la recherche participative. Ceci permettra de mieux comprendre les causes de la dégradation des savanes-parcs; l'impact potentiel du changement climatique sur les savanes-parcs; et l'action collective, les pratiques et la recherche participative nécessaires pour diversifier, adapter et conserver les savanes-parcs et aider à trouver de nouvelles sources de recettes liées aux produits arboricoles, afin de réduire la vulnérabilité face au changement climatique.
4. Le programme renforcera les liens entre les communautés rurales qui participent aux projets d'investissement du FIDA et les institutions nationales de recherche agronomique, de développement, de vulgarisation et d'enseignement. Le renforcement des liens entre le programme proposé et les projets du FIDA permettra d'adapter les techniques novatrices utilisées par certains projets à d'autres.
5. Le programme est conforme aux objectifs stratégiques de la politique du FIDA en matière de dons, et il soutient la stratégie appliquée par le Fonds pour lutter contre la pauvreté en Afrique de l'Ouest et du Centre en:
 - renforçant la capacité des populations rurales pauvres et de leurs organisations à gérer et à conserver les ressources naturelles et à commercialiser un éventail plus large de produits arboricoles de grande valeur;
 - intensifiant l'importance accordée aux pauvres par les institutions nationales;
 - augmentant la productivité des essences indigènes des savanes-parcs;
 - améliorant l'accès des communautés rurales pauvres au matériel génétique des arbres indigènes, sélectionné et adapté;
 - réduisant les menaces exercées par le changement climatique sur les moyens de subsistance ruraux, moyennant la diversification des essences indigènes des savanes-parcs et leur adaptation à des climats plus chauds et plus secs, ce qui permettra de varier et de sauvegarder les sources de vivres, de produits médicinaux et de revenus; et
 - mettant l'accent sur les savanes-parcs – principal système agricole de la région – qui ont subi une grave dégradation.
6. En outre, le programme proposé promouvra la plantation d'acacias et d'autres arbres qui peuvent permettre d'accroître la production vivrière annuelle dans les savanes-parcs, de conserver les ressources telles que l'eau et le sol et de fournir davantage de fourrage pour le bétail.

III. Le programme proposé

7. Dans l'ensemble, le programme a pour but d'améliorer les moyens de subsistance des populations rurales pauvres en adaptant, diversifiant et conservant les savanes-parcs, et en multipliant les options génératrices de revenus liées aux arbres de ces parcs, afin de réduire l'impact du changement climatique. Ses objectifs sont les suivants:

- faciliter la recherche participative, l'échange des savoirs et l'adaptation au changement climatique;
 - diversifier, améliorer et conserver les essences indigènes dans les systèmes agroforestiers de type savane-parc;
 - diversifier et accroître la valeur des produits arboricoles commercialisés par le biais d'entreprises à assise communautaire; et
 - diffuser les savoirs, les innovations et les stratégies aux niveaux national, régional et international.
8. Le présent programme aidera les communautés rurales du Burkina Faso, du Mali et du Niger à établir et à mettre en œuvre des plans d'adaptation au changement climatique, afin d'atténuer les risques pour leurs moyens de subsistance. Il produira également des biens publics internationaux précieux. À titre d'exemple, les plans locaux d'adaptation seront utilisés pour guider d'autres parties prenantes qui établissent de tels plans aux échelons local, national et régional.
9. Le groupe cible est formé de communautés agricoles et pastorales pauvres vivant dans les zones du Burkina Faso, du Mali et du Niger où sont exécutés quatre projets d'investissement du FIDA qui ont collaboré au précédent programme financé par un don (DAT CIRAF n° 799).
10. Le programme, qui sera exécuté sur une période de trois ans, comprendra cinq composantes:
- planification, coordination, suivi et évaluation, et analyse économique;
 - recherche participative, échange des savoirs et adaptation au changement climatique;
 - diversification, amélioration et conservation des essences indigènes des systèmes agroforestiers de type savane-parc;
 - diversification des produits arboricoles commercialisés et accroissement de leur valeur; et
 - diffusion des savoirs, des innovations et des stratégies.

IV. Résultats et avantages escomptés

11. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:

Capital humain

- Tous les partenaires comprennent mieux les raisons de la dégradation de l'environnement et les risques que pose le changement climatique pour les moyens de subsistance.
- La recherche participative, l'apprentissage, l'échange des savoirs et l'amélioration des technologies bénéficient d'un environnement plus novateur dans les villages participants.
- Des solutions locales sont définies et appliquées par les villages participants afin de s'adapter au changement climatique.
- Les capacités techniques des équipes nationales et d'au moins 2 400 personnes dans les villages participants sont renforcées.

Capital social

- Des réseaux sont créés pour diffuser les savoirs, les innovations et les stratégies concernant l'adaptation au changement climatique sur les sites des programmes.

Capital économique

- Des solutions locales sont définies et appliquées par les villages participants afin de réduire la pauvreté.

- Une gamme plus large de produits arboricoles de haute qualité sont produits et commercialisés dans les villages participants.

Capital politique

- Les parties prenantes locales sur les sites des programmes parviennent à un consensus au sujet des politiques relatives aux ressources naturelles en ce qui concerne la gestion des arbres dans les savanes-parcs et au sujet des plans locaux d'adaptation au changement climatique.

Capital naturel

- La diversification, une meilleure gestion et la conservation des savanes-parcs sont mises en œuvre par les villages participants.
- Une plus grande ampleur est donnée à la recherche participative sur l'adaptation des arbres des savanes-parcs dans les villages participants.

V. Modalités d'exécution

12. Exerçant ses activités depuis son bureau du Sahel situé à Bamako, au Mali, le CIRAF sera chargé de la gestion et de la coordination générales du programme et de l'établissement des rapports. Le coordonnateur régional du programme travaillera en étroite collaboration avec les coordonnateurs nationaux, les coordonnateurs locaux des projets d'investissement du FIDA et les autres partenaires au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Les unités des services financiers du CIRAF de Bamako et de Nairobi seront responsables des rapports financiers et des audits externes.
13. Une équipe régionale facilitera la coordination entre les pays. Cette équipe comprend six scientifiques du CIRAF en poste en Afrique de l'Ouest et à Nairobi, qui possèdent des connaissances spécialisées en domestication participative des arbres, conservation communautaire des ressources génétiques, analyse de la qualité du bois pour différents produits ligneux et des propriétés énergétiques, physiologie des arbres et mécanismes de tolérance à la sécheresse, techniques de conservation et d'amélioration de la fertilité du sol, adaptation au changement climatique et réduction de ses effets, analyse et développement des marchés, entreprises à assise communautaire, analyse des orientations en matière de ressources naturelles, suivi et évaluation participatifs, évaluation de l'impact et statistiques. Trois membres du personnel du CIRAF s'occuperont de la gestion des bases de données, du plan d'expérience et de l'analyse statistique, ainsi que des systèmes informatiques et d'information géographique.
14. Une équipe nationale facilitera l'exécution des programmes dans chaque pays. Chaque équipe nationale comprend trois scientifiques venant des instituts nationaux de recherche agronomique, des forestiers de l'institut national de vulgarisation forestière, des professeurs appartenant à une université nationale (énumérées au paragraphe 16) qui mène des activités de recherche participative pour le développement et des membres du ou des projets d'investissement du FIDA qui collaborent dans le pays en question. Conjointement, leurs connaissances portent sur la domestication participative des arbres, les techniques de gestion des arbres et de régénération naturelle, les techniques de conservation de l'eau et du sol, l'écologie des savanes-parcs et des forêts, l'analyse et le développement des marchés, l'économie agricole, les foires de la biodiversité locales, les foires de semences et la communication participative en faveur du développement. Les projets d'investissement du FIDA appuieront également certaines activités de supervision, avec notamment l'application à plus grande échelle des technologies et méthodes prometteuses utilisées dans le cadre du don précédent du FIDA (CIRAF n° 799) et dans le nouveau programme.
15. Le CIRAF sera responsable de l'exécution du programme; toutefois, les institutions partenaires coopéreront en mettant à profit leurs connaissances spécialisées et leur avantage comparatif, selon qu'il convient. Le CIRAF a déjà travaillé avec toutes les institutions partenaires.

16. Les principaux partenaires du CIRAF sont les suivants:

Projets d'investissement du FIDA

- Burkina Faso: Programme de développement rural durable et Programme d'investissement communautaire en fertilité agricole, qui appuie un consortium de recherche appliquée
- Mali: Programme de fonds de développement en zone sahélienne
- Niger: Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié

Instituts nationaux de recherche agronomique

- Burkina Faso: Institut national de l'environnement et des recherches agricoles
- Mali: Institut d'économie rurale
- Niger: Institut national de recherche agronomique du Niger

Instituts nationaux de vulgarisation forestière

- Burkina Faso: Direction des eaux et forêts, Ministère de l'environnement et du cadre de vie
- Mali: Direction nationale de la conservation de la nature, Ministère de l'environnement et de l'assainissement
- Niger: Direction nationale de l'environnement, Ministère de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification

Universités nationales dans le cadre du Réseau africain pour l'éducation en agroforesterie

- Burkina Faso: Université de Ouagadougou
- Mali: Institut polytechnique rural, Université du Mali, Katibougou
- Niger: Centre régional d'enseignement spécialisé en agriculture, faculté d'agronomie de l'Université Abdou Moumouni, Niamey

Centres nationaux et régionaux sur le changement climatique

- Centres nationaux de planification/recherche sur le changement climatique au sein des ministères de l'agriculture
- Centre régional AGRHYMET au Niger

17. Les 36 villages ciblés dans le cadre de l'appui apporté au titre du don précédent (CIRAF n° 799) seront des centres d'échange de savoirs, de recherche participative et d'application à plus grande échelle, dénommés "centres de formation villageois". Il existe neuf centres de ce type sur chaque site, et ils sont réunis en groupes, chaque groupe comptant trois villages géographiquement proches. Les groupes se trouvent dans des zones des sites de projets financés par des prêts du FIDA qui vont des plus humides aux plus arides. Ces groupes de villages ont été choisis de manière à représenter les gradients de précipitations et d'autres principales variables de classification telles que la composition ethnique, la situation socioéconomique et la diversité des savanes-parcs. Trois villages ont été choisis dans chaque groupe de façon à faciliter la planification et l'exécution intervillageoises. Le programme sera appliqué à plus grande échelle dans trois nouveaux villages au moins sur chaque site de projets financés par des prêts du FIDA. Ces villages seront sélectionnés en étroite consultation avec les projets financés par des prêts du FIDA, en fonction de l'intérêt qu'ils manifestent et de leur volonté de collaborer. Dans le cas du Mali, les villages supplémentaires seront choisis dans la région de Mopti où le projet d'investissement du FIDA est en cours d'exécution.
18. Des comités planifieront et coordonneront le programme aux niveaux régional, national et local. Ils comprendront un comité de pilotage régional, des comités nationaux, des comités inter-villageois et des comités villageois. Le comité de

pilotage, les comités nationaux, les comités inter-villageois et les comités villageois ont été organisés au titre du don n° 799 dans les 36 centres de formation villageois. Des comités inter-villageois et des comités villageois seront constitués dans les nouveaux villages.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

19. Le plan de cofinancement actuel est présenté dans le tableau ci-dessous. Un cofinancement supplémentaire devrait être apporté par le CIRAF, à mesure que les programmes complémentaires qui sont actuellement dans la réserve seront approuvés, ainsi que par les autres projets d'investissement financés par des prêts du FIDA.

Résumé du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement^a</i>
1	Personnel	450	670
2	Voyages et réunions de planification	255	30
3	Ateliers de formation	216	90
4	Biens d'équipement	108	20
5	Fournitures/services	300	105
6	Frais généraux	171	148
	Total	1 500	1 063

^a S'il y a lieu.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Improve rural poor livelihoods	<ul style="list-style-type: none"> • Tangible improvement in 48 villages 	<ul style="list-style-type: none"> • M&E reports 	
Objectives	<ol style="list-style-type: none"> 1. Improve research, knowledge, CCAPs 2. Diversify, improve, conserve parkland trees 3. Diversify, increase value of tree products 4. Widely disseminate knowledge, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • 48 village chiefs/councils promote CCAPs; improved NRM practices; parkland diversification, improvement, conservation plans; Community-based enterprises (CBEs) 	<ul style="list-style-type: none"> • M&E, external evaluation reports • Project database 	<ul style="list-style-type: none"> • Adequate human resources available
Outputs	<ol style="list-style-type: none"> 1. Environmental, CC risks better understood 2. CCAPs, PRPs implemented 3. Local stakeholders agree on NRPs, CCAPs 4. More innovative environments create 5. Better technical capacity in villages 6. Knowledge, etc. shared about CCAPs, etc. 7. More tree products produced, marketed 8. Parklands diversified, better managed 9. Tree adaptation research implemented 	<ol style="list-style-type: none"> 1. 2,400 villagers understand environmental/CC risks, CCAPs 2. 48 village CCAPs, PRPs included in local government plans 3. Local NRPs for parkland management revised in 48 villages 4. 48 villages adopting/testing one recommended NRM technique 5. 4800 ha improved through soil/water conservation methods 6. 48 CBEs created and marketing four tree products 7. Five per cent increase in household revenue in 48 villages 8. Diversity of four species increased in 48 villages 9. Data available from adaptation tests of 4 species in 48 villages 	<ul style="list-style-type: none"> • M&E, external evaluation, annual and final reports • Project database 	<ul style="list-style-type: none"> • Adequate human resources available • Stakeholders willing to negotiate and revise NRPs and CCAPs
Key Activities	<ol style="list-style-type: none"> 1. Planning, coordination, M&E <ol style="list-style-type: none"> a. Planning/coordination meetings b. M&E, economic analysis 2. Processes for better research, etc. <ol style="list-style-type: none"> a. Train village trainers b. Strengthen participatory skills c. Risk vulnerability and CCAPs d. Natural resource policy negotiation support system e. Platforms for CC adaptation planning f. DFF, SF training 3. Diversify, improve, conserve parkland trees <ol style="list-style-type: none"> a. Analyze/improve NRM practices b. Introduce better adapted tree germplasm c. Design, implement conservation plans 4. Diversify/increase value of tree products <ol style="list-style-type: none"> a. Market analysis training/research b. Develop, implement business plans c. Test, improve processing techniques 5. Disseminate knowledge, innovations, etc. <ol style="list-style-type: none"> a. Printed and electronic documents b. Village, inter-village, inter-site networks 	<ol style="list-style-type: none"> 1a. Annual RSC, semi-annual NC, VC, IVC 1b. M&E, economic data collected semi-annually 2a. 144 villagers trained as trainers 2b. 25 technical staff and 144 villagers trained 2c. CCAPs initiated in 48 villages 2d. Stakeholders discussing policies and CC 2f. 180 villagers in 18 villages trained in DFF, SF 3a. 2400 villagers trained in improved practices 3b. 48 villages plant germplasm of four species 3c. 48 villages initiate conservation plans 4a. 48 villages trained in MA&D and analyze tree product markets 4b. 48 villages implement business plans 4c. Processing of four tree products improved 5a. 15 publications; website operational 5b. Networks operational in four IFAD-loan project sites 	<ul style="list-style-type: none"> • Village activity reports • M&E report • Report on economic analysis of project • Project database 	<ul style="list-style-type: none"> • Adequate human resources available • No significant staff turnover • Effective communication systems in place • Partners willing to collaborate

Gestion améliorée des ressources en eau pour une agriculture de montagne durable: Jordanie, Liban et Maroc

I. Contexte

1. La plupart des pays d'Asie de l'Ouest et d'Afrique du Nord ont un climat semi-aride caractérisé par des pluies imprévisibles et des épisodes de sécheresse récurrents. Les fortes populations rurales qui vivent dans ces environnements marginaux sont tributaires de l'agriculture pluviale. Or, l'hydrologie des zones rurales du Liban, du Maroc et de la Jordanie a changé ces dernières années. Les villageois se plaignent de la baisse du niveau des nappes phréatiques, de l'assèchement des sources et des zones humides et du tarissement des cours d'eau durant la saison sèche. De plus, l'appauvrissement de la couverture végétale résultant du déboisement et du surpâturage ainsi que la gestion médiocre des sols cultivés ont réduit la pénétration des eaux, augmenté le ruissellement, l'évaporation et l'érosion des sols et ralenti la reconstitution des eaux souterraines.
2. Les mesures de conservation et de collecte de l'eau peuvent grandement améliorer les systèmes agricoles locaux. Pourtant, la collecte dans des grands lacs de retenue se heurte à divers obstacles: taille de l'investissement nécessaire, terrains en propriété privée et pertes élevées par évaporation. Les communautés locales et les gouvernements ont proposé une solution plus efficace consistant à recueillir les eaux de ruissellement et de fonte dans des petits réservoirs (moins de 10 000 mètres cubes). L'aménagement de petits lacs de stockage, couplé à l'adoption de méthodes d'irrigation économes (moyennant la formation des paysans), peut aider les communautés à utiliser plus efficacement des ressources en eau rares. Outre qu'ils collectent les eaux de ruissellement, ces lacs réduisent l'érosion hydrique – un grave problème dans les paysages méditerranéens escarpés. Ils diminuent également l'intensité des crues et améliorent la rétention hydrique des sols et la reconstitution des nappes aquifères.
3. Les petits réservoirs agricoles permettent aux paysans des zones de montagne d'irriguer leurs lopins en aval. Au Liban, un certain nombre de lacs collinaires et de réservoirs ont été aménagés après la guerre (1994-2000) dans la vallée de la Bekaa. En Jordanie, diverses structures petites ou moyennes de retenue des eaux – murs en pierre, terrasses, rigoles d'infiltration et citernes – sont en cours de construction dans les hautes terres des gouvernorats de Karak et de Tafilah. Au Maroc, dans les régions de Tafilalet et d'Haouz, des systèmes ancestraux de drainage par gravité (*khattaras*) ont été aménagés près des sources, souvent au pied des montagnes, à la jonction des terres alluviales, de manière à accroître les quantités d'eau disponibles pour les utilisations agricoles. Dans ces trois pays, la construction des lacs collinaires et des petits réservoirs agricoles a stimulé l'investissement local dans l'irrigation à petite échelle. Il conviendrait de quantifier plus précisément ces avantages en étudiant l'efficacité des différentes structures et leur impact sur les systèmes agricoles et les moyens de subsistance ruraux.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. La sécurité alimentaire est une préoccupation croissante, en raison notamment des effets attendus du changement climatique sur la production agricole et les ressources naturelles de l'Asie de l'Ouest et de l'Afrique du Nord. Des simulations d'évolution du climat ont permis récemment d'évaluer les effets de ce changement sur les ressources en eau du Liban. Elles font apparaître une aggravation probable des déficits hydriques existants. Une hausse de température de l'ordre de 0,6 à 2,1 degrés Celsius affecterait l'équilibre hydrique, et la diminution de la ressource pourrait atteindre 15%, alors que la demande en eau agricole devrait augmenter de 6% d'ici à 2020. Par ailleurs, les précipitations vont devenir plus intenses, d'où des pluies plus érosives et des tensions structurelles sur les barrages et les installations hydrauliques.

5. Pendant des décennies, l'investissement public dans l'irrigation en Asie de l'Ouest et en Afrique du Nord est allé surtout aux zones de plaine et à la construction de grands ouvrages. Les régions montagneuses – qui sont plus durement frappées par la pauvreté et la dégradation des ressources naturelles – ont été négligées. On observe toutefois depuis quelque temps une volonté très nette de développer ces agrosystèmes.
6. Le FIDA s'intéresse moins aujourd'hui aux grands ouvrages d'irrigation qu'aux initiatives locales d'économie et de collecte de l'eau, dont ses interventions antérieures ont montré le bien-fondé. L'expérience a montré en effet que les paysans pauvres parvenaient mieux à gérer, entretenir et exploiter les systèmes d'alimentation en eau qui convenaient à leurs organisations locales. Pour peu qu'ils soient adossés à des technologies modernes éprouvées, ces systèmes peuvent être beaucoup plus efficaces que les grandes structures classiques décidées d'en haut.
7. Le FIDA finance actuellement le Projet de développement durable de l'agriculture dans les zones collinaires du Liban, qui est centré sur la collecte durable des eaux et l'utilisation efficace des eaux de ruissellement hivernales excédentaires et des sources, les systèmes d'irrigation modernes économes en eau et les mesures de conservation des sols. Le projet couvre la mise au point des technologies et techniques les mieux à même de conserver des ressources hydriques et des sols rares tout en stimulant le développement agricole et socioéconomique des zones montagneuses.
8. Les zones collinaires, caractérisées par une forte érosion et de faibles rendements, occupent une part non négligeable du territoire marocain, notamment le long des massifs de l'Atlas et du Rif. Elles présentent un cas très difficile mais sont intéressantes en raison de leur potentiel comme sources d'eaux de ruissellement. Le Gouvernement marocain sait que, moyennant des travaux d'amélioration, les lacs collinaires, les sources et les canaux de dérivation sont autant de compléments des grands ouvrages d'irrigation et qu'ils peuvent être utiles dans les zones montagneuses marginales.
9. L'ICARDA, seul centre GCRAI de la région et entité spécialisée dans l'agriculture des zones arides, est à ce double titre un important partenaire pour le FIDA. Le Fonds et l'ICARDA élaborent actuellement un cadre de partenariat stratégique qui s'appuie sur leur longue et fructueuse collaboration. Les futures activités conjointes seront sans doute exécutées dans le cadre d'un programme intégré plutôt que dans plusieurs projets distincts. Cependant, l'appui proposé (qui devrait prendre effet d'ici à 2011) s'inscrit dans la démarche projet par projet déjà engagée. Il cadre pleinement avec les priorités thématiques définies dans le cadre de partenariat, à savoir le changement climatique et la gestion des ressources naturelles.
10. La conception du programme et le choix des sites obéissent à un souci de complémentarité et d'appui aux projets déjà lancés au Liban, au Maroc et en Jordanie avec le financement du FIDA. De plus, il est tenu compte dans ce programme des résultats d'autres programmes du Fonds financés par des dons. L'ICARDA a une longue histoire de collaboration avec les projets de développement des systèmes nationaux de recherche agricole et avec les communautés d'agriculteurs dans les trois pays.

III. Le programme proposé

11. L'objectif général du programme est de promouvoir la production agricole durable, l'accroissement des revenus et l'amélioration des moyens de subsistance des communautés rurales dans les agroécosystèmes de montagne grâce à une meilleure gestion des ressources hydriques dans un contexte de rareté. Il s'agira en l'occurrence d'introduire et promouvoir l'adoption de technologies intégrées de gestion optimale de l'eau, des terres, des récoltes et du cheptel afin d'augmenter durablement la productivité et la rentabilité agricoles et d'enrayer la dégradation des terres des zones montagneuses au Liban, au Maroc et en Jordanie.

12. Les groupes cibles sont les suivants: i) petits paysans tributaires de l'agriculture pluviale; ii) irrigateurs individuels et collectifs; iii) communautés rurales vivant dans des zones de déficit hydrique; et iv) instituts nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles du Liban, du Maroc et de la Jordanie.
13. Le programme appliquera une approche intégrée centrée sur la participation des communautés. Dans chaque site, la communauté locale sera pleinement associée aux activités de planification, de mise en œuvre, de suivi et évaluation. Les paysans seront des partenaires plutôt que des destinataires passifs de produits de recherche. Ils participeront avec les scientifiques et les agents de vulgarisation à toute une série de tests de technologies "optimales" et sélectionneront celles qui répondent le mieux à leurs besoins, moyennant souvent des adaptations qui correspondent aux conditions locales. Ils pourront ainsi s'approprier le processus et adopter rapidement les technologies qui se seront avérées efficaces et pertinentes.
14. Le programme mettra à profit les infrastructures et les aménagements existants tels que les lacs collinaires et les ouvrages de dérivation aux fins des recherches prévues.
15. Le programme sera exécuté sur quatre années et comprendra quatre composantes:
- Composante 1:** élaboration et validation d'un modèle d'évaluation et de directives de conception pour la collecte des eaux de montagne
- Sélection et caractérisation d'un système de bassin versant ou système hydrique représentatif parmi ceux qui existent déjà dans les projets appuyés par le FIDA
 - Recensement des systèmes potentiels de collecte des eaux et de conservation des sols convenant au bassin versant
 - Recensement et sélection des structures de collecte des eaux (petits lacs collinaires, mise en valeur des sources, ouvrages de dérivation et autres systèmes locaux) et évaluation de leur fonctionnement
 - Évaluation de l'impact environnemental et socioéconomique des aménagements et de leur utilisation
 - Formulation de lignes directrices concernant la sélection des sites de collecte des eaux et la faisabilité technique
- Composante 2:** gestion améliorée de l'eau pour une agriculture de montagne durable
- Plantation d'arbustes fourragers et d'arbres fruitiers pour utiliser pleinement des eaux de ruissellement captives et augmenter la production et les revenus agricoles
 - Introduction de techniques d'irrigation auxiliaires adaptées (goutte à goutte et arroseur automatique)
 - Expérimentation des mesures de gestion améliorée des récoltes
 - Analyse de l'adéquation des technologies à grande échelle et publication des bulletins techniques correspondants
- Composante 3:** évaluation des cadres institutionnels et réglementaires dans les zones montagneuses
- Inventaire et description des associations paysannes, des politiques existantes et des schémas institutionnels relatifs à la gestion des terres et de l'eau dans les zones montagneuses
 - Recommandation de mesures et de modèles alternatifs d'utilisation des technologies et des structures élaborées
- Composante 4:** renforcement des capacités de bonne gestion de l'eau pour l'agriculture de montagne

- Formation des agriculteurs, des associations paysannes d'usagers de l'eau, du personnel de projet du FIDA, des chercheurs des systèmes nationaux de recherche agricole et des spécialistes de la vulgarisation agricole dans le domaine de la conception et de l'utilisation des systèmes de gestion pour l'eau, les terres et les cultures à forte valeur marchande.

IV. Résultats et avantages escomptés

16. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:
- Meilleure disponibilité de l'eau agricole (accessible pour au moins 50% des paysans) et promotion des techniques autochtones améliorées pour augmenter la rétention hydrique des sols et la collecte des eaux provenant des microbassins.
 - Modules de technologies optimales propres à stimuler la productivité agricole (35% d'augmentation), à augmenter les revenus des agriculteurs (de 30%) et à améliorer les retombées économiques et les moyens d'existence au profit des petits paysans vivant dans les bassins versants montagneux. Les techniques d'irrigation améliorées devraient se traduire par des économies considérables de cette denrée rare appelée l'eau.
 - Formulation d'options institutionnelles et de schémas d'action.
 - Renforcement des capacités et produits de la gestion des savoirs: les agriculteurs appartenant aux communautés ciblées ainsi que le personnel national de recherche et de vulgarisation apprendront à utiliser les connaissances acquises pour planifier, mettre en œuvre et gérer des systèmes intégrés de conservation de l'eau et des sols.

V. Modalités d'exécution

17. L'ICARDA sera chargé de la gestion d'ensemble du programme et de la présentation des rapports techniques et financiers correspondants au FIDA; il coordonnera les activités du programme par l'intermédiaire de ses bureaux de pays au Liban, au Maroc et en Jordanie. Les coordonnateurs nationaux désignés seront responsables de l'exécution.
18. Les principaux partenaires du programme sont les projets financés par le FIDA et les organisations nationales de recherche et de développement agricoles des trois pays, à savoir:
- Jordanie: Projet de gestion des ressources agricoles – phase II (financement FIDA), Centre national de recherche et de vulgarisation agricoles; Ministère de l'agriculture
 - Liban: Projet de développement durable de l'agriculture dans les zones collinaires (financement FIDA); Microsystèmes de gestion durable de l'eau dans les zones collinaires – programme pilote; Plan vert – Ministère de l'agriculture
 - Maroc: Projet de développement rural dans le Moyen Atlas oriental et Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Errachidia (financement FIDA); Institut national de recherche agronomique (INRA); Ministère de l'agriculture
19. Un atelier régional de démarrage sera organisé au moment du lancement du programme de manière à déterminer les modalités d'exécution et à établir le plan de travail de la première année. Il est prévu de convoquer par la suite des réunions annuelles de coordination et de planification durant lesquelles tous les partenaires du programme examineront les résultats de l'année précédente et mettront au point les plans de travail. Un comité de pilotage sera mis en place. Il réunira les coordonnateurs nationaux, des représentants du FIDA et de l'ICARDA ainsi que les coordonnateurs de

l'ICARDA dans les trois pays. Il sera chargé de superviser le programme et d'examiner et approuver les plans de travail et budgets annuels.

20. Les résultats obtenus par le programme seront diffusés dans d'autres pays comme l'Algérie et la Tunisie. La coopération transnationale et la synthèse des résultats seront facilitées grâce aux réseaux régionaux déjà établis par l'ICARDA dans la région à travers ses programmes régionaux ainsi que par le biais de KARIANET, de visites d'échange et d'ateliers.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

Résumé du budget et du plan de financement^a

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Dépenses de personnel	200	300
2	Opérations ^b	310	200
3	Biens d'équipement ^c	240	0
4	Réunions et ateliers	40	0
5	Formation et diffusion	60	0
6	Coûts indirects	150	
	Total	1 000	500

^a Les systèmes nationaux de recherche agricole font des contributions en nature (personnel, véhicules, matériel, bureaux, etc.).

^b Essais sur champ, consommables, transport, main-d'œuvre, matériel pour le travail de terrain, etc.

^c Matériel, systèmes d'irrigation, pompes, stations météorologiques, etc.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Sustainable agricultural production and improved livelihoods of rural communities in mountainous areas through better management of scarce water resources.	i. Improved awareness of water resource management ii. Increased agricultural production iii. Improved household incomes	National and international statistics; Development programme reports	
Objectives	Introduce, promote adoption of optimal & integrated water, land, crop & livestock management technologies for sustainable increases in agricultural productivity and profitability for halting land degradation in mountainous areas of Jordan, Lebanon, and Morocco.	i. Adoption and practice of new farm management practices and water management techniques ii. Incomes of farm households using improved technologies iii. Productivity of agricultural systems increased	Programme reports, Supervision reviews; Impact assessment reports; National program plans	I. Enable national development strategies & policy environment ii. Stable political situation iii. Continued national commitment iv. Farming communities participate
Outputs	i. Increased water availability for agriculture (at least 50% in benchmark sites) ii. Best-bet technologies to increase farm productivity at least 35% & farmer's income 30%. iii. Institutional & policy options (TIPOs), at least one community institution created to handle collective NRM issues, develop one technology policy analysis per country iv. Capacity building & KM products. 80 professionals (NARS, MoA, NGOs etc) & 300 farmers participate in training per country	i. Selection & characterization of representative watershed/hydro-systems ii. Identification & assessment of water harvesting systems iii. Improved crop management practices tested iv. NARS researchers and extension specialists trained on water, land, and crop management systems/techniques	Programme reports and documents; Workshop proceedings; Database and field records; GIS Maps and surveys; Policy options reports and workshops proceedings; Programme website; National program plans and annual reports	I. Political situation remains stable and climate changes on the government's agenda ii. Computer capabilities of some national programs to have relevant websites
Key Activities	i. Development and validation of mountain water harvesting assessment model and design guidelines (representative watershed selection per country; Identification of potential water harvesting & soil conservation systems; Assessment of water harvesting structures performance and environmental and socio- economic impacts) ii. Improved water management for sustainable mountain agriculture (Introduction of supplemental irrigation techniques; Test improved crop management packages; Suitability analysis & mapping of verified upscaling technologies) iii. Assessing institutional and policy frameworks in mountainous areas (Similarity analysis, mapping of WANA countries major outscaling practices; Identification of existing policies, institutional set-ups and farmers associations; Recommend alternative policies and farmers' organization for implementation of developed technologies & structures) iv. Capacity building in improved water management for mountain agriculture (NARS researchers & extension specialists water, land and crop management training)	i. identified No. of technologies tested and suitable for dissemination ii. No of farmers adopting introduced technologies iii. No. of users participating in activities iv. Constraints to adoption identified and portfolio of enabling options developed v. Recommendations available. vi. Maps and scientific papers published vii. Programmes reports published viii. Training courses held and materials published ix. Annual and final reports	Programme reports and documents; Benchmark study and socioeconomic surveys; Published success stories; Field records, cost-benefit analysis, evaluation reports; Adoption and impact assessment reports.	Farming communities and other stakeholders participate in the programme activities.

Programme d'amélioration des moyens de subsistance et de lutte contre la pauvreté dans les basses terres d'Asie du Sud-Est exposées à la sécheresse

I. Contexte

1. La pauvreté généralisée et l'insécurité alimentaire sont le lot des plus de 25 millions de ménages paysans qui vivent de la culture du riz dans les basses terres d'Asie exposées à la sécheresse. On estime qu'au moins 23 millions d'hectares de terres rizicoles manquent régulièrement d'eau, ce qui représente la moitié de la superficie totale de la zone de riziculture pluviale d'Asie du Sud et du Sud-Est. Les pertes de récoltes peuvent atteindre en moyenne 40%, et les pertes à 100% dans telle ou telle exploitation ne sont pas rares. La pauvreté est profonde et très répandue parmi ces paysans qui souffrent de divers handicaps économiques, sociaux et politiques.
2. Les épisodes de sécheresse ont un coût économique parfois colossal et sont responsables de famines majeures en Asie. L'Asie du Sud-Est a été durement frappée en 2004: des récoltes ont été perdues, les revenus agricoles ont chuté, et des millions de personnes ont été en difficulté. La pauvreté augmente durant les années de sécheresse – les gens qui en étaient sortis y retombent, et ceux qui vivaient déjà sous le seuil de pauvreté s'y enfoncent encore plus profondément.
3. Le riz est l'aliment de base des paysans des basses terres sujettes à la sécheresse, mais les rendements sont généralement faibles, surtout à cause du manque d'eau, de la médiocrité des sols et de l'utilisation très réduite des intrants. Tous ces facteurs donnent à penser que la pauvreté va sans doute rester très présente dans ces régions; l'augmentation récente du nombre de personnes touchées par la faim du fait de la crise économique est le signe d'une vulnérabilité qui persiste malgré toutes les actions engagées pour réduire la pauvreté d'ici à 2015, conformément aux Objectifs du Millénaire pour le développement.
4. Compte tenu de l'importance du riz pour la sécurité alimentaire des ménages, les interventions qui augmentent les rendements rizicoles peuvent être un point d'entrée déterminant pour amorcer puis renforcer le processus de croissance et de création de revenus agricoles. Les technologies qui réduisent le risque de mauvaise récolte pour cause de sécheresse privilégient l'utilisation d'intrants et peuvent avoir un impact majeur sur la productivité du système.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. Conformément au Cadre stratégique du FIDA (2007-2010), le programme proposé vise à accroître les rendements et à améliorer les moyens de subsistance des millions de petits riziculteurs qui vivent dans les basses terres d'Asie du Sud-Est exposées à la sécheresse, et cela grâce à la conception, à la validation et à l'utilisation participatives des technologies améliorées adéquates. Les activités seront confiées au groupe de travail du Consortium de recherche sur la riziculture en environnement défavorable (CURE) spécialisé dans les environnements exposés à la sécheresse. Le Consortium est une plateforme régionale pilotée par les systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles (NARES) et réunissant les institutions asiatiques; il est coordonné par l'IIRR. L'appui proposé contribuera à l'exécution du programme général et à l'élargissement des activités du CURE. Le don en cours du FIDA à l'IIRR (Programme d'amélioration des moyens d'existence des petits riziculteurs pauvres d'Asie du Sud et du Sud-Est et de lutte contre la pauvreté dans le cadre du CURE – don 1108), qui comprend une composante sécheresse, fournit une importante plateforme au nouveau programme. Ce programme représente aussi pour le FIDA une occasion d'étoffer la supervision et la gestion des savoirs en se tournant vers des projets plus ambitieux, comme le veut sa stratégie régionale en matière de dons pour l'Asie et le Pacifique.

En sa qualité de "réseau de réseaux nationaux", le CURE facilite le partage des connaissances scientifiques, des produits technologiques et de l'information entre les membres du réseau.

III. Le programme proposé

6. Le **but** général du programme est de permettre aux riziculteurs pauvres des basses terres d'Asie du Sud-Est sujettes à la sécheresse d'améliorer leur sécurité alimentaire et celle de leur famille et de s'extraire de la pauvreté en adoptant des technologies améliorées validées et diffusées par le groupe de travail du CURE spécialiste des basses terres exposées à la sécheresse. Le principal groupe cible sera celui des ruraux pauvres qui pratiquent la riziculture, notamment les groupes ethniques minoritaires et les femmes.
7. Les **objectifs** du programme seront les suivants: i) identifier, adapter et valider les technologies rizicoles améliorées convenant aux basses terres d'Asie du Sud-Est exposées à la sécheresse; ii) permettre aux paysans exploitant ces basses terres, notamment ceux qui bénéficient de projets d'investissement financés par le FIDA, d'avoir accès aux technologies rizicoles qui améliorent durablement les rendements; et iii) accroître la capacité des NARES, des ONG, des agents de vulgarisation et des projets d'investissement financés par le FIDA à planifier efficacement des initiatives de développement, à accéder à l'information, à concevoir du matériel pédagogique et des outils de communication et à les mettre à la disposition de leurs partenaires.
8. Le programme sera surtout axé sur les ruraux pauvres qui vivent dans les zones cibles. Beaucoup sont des femmes appartenant à des groupes ethniques minoritaires. La participation de ces groupes aux activités des projets et aux évaluations fera l'objet d'un suivi. Les bénéficiaires directs seront les NARES, les autorités locales et les projets d'investissement dans les basses terres exposées à la sécheresse appuyés par le FIDA, puisque le programme vise à renforcer les capacités locales d'élaboration d'options de développement efficaces au service des ruraux pauvres.
9. Le programme se déroulera sur quatre ans et comportera trois **composantes**:
 - mise au point et validation de technologies améliorées pour les basses terres d'Asie du Sud-Est exposées à la sécheresse;
 - généralisation des innovations et des services d'innovation technique proposés aux NARES et aux projets d'investissement financés par le FIDA; et
 - renforcement des capacités de manière à créer la masse critique de NARES et de partenaires nécessaires pour les innovations de demain et la gestion des savoirs.
10. **Les activités de mise au point et de validation de technologies améliorées** sont focalisées sur les principales contraintes qui empêchent d'obtenir des rendements rizicoles plus soutenus et plus stables dans les zones exposées à la sécheresse. Comme il faudra s'assurer que les technologies conviennent et répondent aux besoins des paysans, les essais et les exercices de validation auront lieu essentiellement sur site et sur une base participative. L'augmentation des rendements appellera l'utilisation des meilleurs germoplasmes xérophiles disponibles ainsi que l'amélioration des pratiques de gestion. Là où ces variétés ne sont pas encore sur le marché (par exemple l'Indonésie et le Cambodge), il s'agira de comparer le meilleur matériel génétique local et les meilleures lignées résistantes au stress hydrique disponibles dans les autres pays. Les questions générales relatives à la gestion des cultures feront l'objet d'études multisites, et certaines technologies mieux adaptées à la situation et aux caractéristiques de sites précis (par exemple méthodes d'économie de l'eau ou gestion des banques de semences communautaires) seront traitées séparément.

11. **La généralisation des innovations et des services d'innovation technique** donnera naissance à des réseaux de communication efficaces qui faciliteront la diffusion de l'information auprès des systèmes de vulgarisation nationaux, des projets d'investissement financés par le FIDA et des autres partenaires locaux engagés dans la lutte contre la pauvreté. Les projets antérieurs financés par le FIDA dans des milieux rizicoles défavorables seront étudiés afin d'en tirer et d'en diffuser les enseignements quant aux approches qui facilitent l'adoption et l'appropriation. Le rôle des femmes et des groupes défavorisés et les avantages découlant de l'adoption technologique seront examinés de près. Il s'agira aussi de déterminer les moyens à mettre en œuvre pour encourager les partenaires locaux et nationaux à investir dans le partage et l'adoption des technologies. Le programme proposera aux partenaires un certain nombre de services d'innovation technique, à savoir recherche adaptative participative, conception et diffusion technologiques, composantes techniques couvrant les solutions intégrées de gestion des germoplasmes et des récoltes dans les zones exposées à la sécheresse. Les services d'innovation technique cibleront les projets d'investissement financés par le FIDA et, le cas échéant, les ONG seront associées aux activités de diffusion et de recherche adaptative.
12. **Le renforcement des capacités et la gestion des savoirs** viseront à mobiliser une masse critique de scientifiques, de membres du personnel et de partenaires pour relever le défi des environnements rizicoles exposés à la sécheresse et créer une plateforme de partage des connaissances et des technologies. L'exercice aidera les NARES des régions sujettes à la sécheresse à définir leurs priorités stratégiques, à planifier leurs travaux, à préparer et à conduire leurs recherches sur la sécheresse, à explorer et à sélectionner les options techniques à privilégier dans leurs activités de vulgarisation agricole. Le programme permettra d'élargir le renforcement des capacités grâce à des visites d'échange, à des cours de formation théorique et pratique, à des activités conjointes, à des échanges d'informations transnationaux et à des apprentissages croisés associant les divers acteurs concernés. La présence de spécialistes de la question riz/sécheresse dans les NARES sera un atout important pour les initiatives du FIDA dans la région. L'information sera largement diffusée dans les langues locales et sous plusieurs formes (par exemple formation à distance via Internet, modules de formation, documents écrits et autres supports). Aux ressources web viendront s'ajouter la base de données de l'IIRR sur le riz, les banques de connaissances existant dans les pays et les systèmes communautaires d'échanges d'information.

IV. Résultats et avantages escomptés

13. Les résultats escomptés sont les suivants:
- des technologies améliorées validées pour les basses terres d'Asie du Sud-Est exposées à la sécheresse, avec notamment un germoplasme amélioré et des pratiques de gestion intégrée;
 - des stratégies efficaces de généralisation des innovations dans les NARES et parmi les autres partenaires, ainsi que dans les projets d'investissement financés par le FIDA;
 - des services techniques innovants capables de renforcer les capacités des NARES et des communautés locales – dans le cadre des projets d'investissement appuyés par le FIDA et en dehors – et de leur permettre de planifier et de mettre en œuvre des initiatives de développement;
 - des capacités renforcées permettant aux NARES et aux partenaires de proposer et d'appuyer des innovations futures pour les basses terres exposées à la sécheresse, notamment un effectif de spécialistes de la riziculture dans des conditions de sécheresse; et

- des connaissances et des informations utiles sur les techniques rizicoles adaptées aux basses terres exposées à la sécheresse, diffusées sous une forme à la portée des NARES et des communautés locales.

V. Modalités d'exécution

14. L'IIRR sera la principale agence d'exécution du programme. Les activités seront exécutées en collaboration avec le groupe de travail du CURE spécialisé dans les zones exposées à la sécheresse, et elles seront encadrées par un comité de pilotage du CURE. Ce comité composé de cadres des NARES aura un rôle de supervision; il évaluera les progrès de la recherche, approuvera les plans de travail et prendra des décisions stratégiques au sujet des interventions.
15. La diversité des environnements et des stratégies employées par les paysans pour assurer leur subsistance appelle impérativement une approche participative de la conception et de la validation technologiques. Les riziculteurs évalueront les nouvelles technologies à l'issue d'essais participatifs réalisés dans leurs propres exploitations. Les résultats de ces expérimentations remonteront ensuite jusqu'aux scientifiques, assortis d'informations sur la façon dont les techniques ont été adaptées aux conditions locales et sur les raisons pour lesquelles elles ont été ou non adoptées.
16. Le sentiment marqué d'appropriation qui anime les groupes de travail du CURE ainsi que les contributions en nature des NARES augurent bien de la pérennité des partenariats et des activités. De plus, l'approche positive des membres en matière de partage de compétences spécifiques et d'apprentissage transnational contribue à porter les efforts plus avant. La place importante faite à la gestion des savoirs et au renforcement des capacités contribuera largement à l'ancrage des acquis. Les partenariats produisent des avantages mutuels qui devraient être autant d'incitations à poursuivre l'expérience après l'achèvement des projets.
17. Si des projets d'investissement financés par le FIDA sont exécutés dans des zones couvertes par le programme, des liens étroits seront établis suivant le modèle appliqué pour le don du FIDA à l'IIRR (Programme de gestion des paysages rizicoles dans les hautes terres marginales au service de la sécurité alimentaire des ménages et de la préservation de l'environnement, don n° 706). Les modalités de collaboration avec des projets d'investissement précis seront dictées par la demande. Les informations et les produits pertinents seront mis à la disposition des projets d'investissement, dont les représentants seront invités à participer aux réunions annuelles de planification et à observer directement les activités sur le terrain.
18. Les réalisations du programme seront évaluées dans le cadre de l'exercice annuel d'examen interne et dans les rapports annuels de l'IIRR. Des rapports d'activité périodiques seront également envoyés au FIDA. En dehors de ce cadre institutionnel, les parties prenantes assureront directement le suivi des réalisations du projet selon un processus participatif de suivi et évaluation. Des indicateurs de suivi et d'évaluation seront mis au point de la même manière, et les paysans et les autres acteurs s'en serviront pour évaluer les résultats du programme. Le FIDA dépêchera des missions de supervision qu'il financera sur son propre budget.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

19. Le coût total du présent programme de quatre ans est de 1,52 million d'USD, dont un montant de 1,20 million d'USD est demandé au FIDA. L'IIRR fera en contrepartie une contribution en nature d'une valeur de 0,22 million d'USD sous forme de personnel, fournitures, services et voyages. Les NARES feront de leur côté des contributions de contrepartie en nature représentant 0,10 million d'USD sous forme de personnel, de fournitures et de services. La contribution de l'IIRR comprend un cofinancement provenant de sources telles que le Centre australien de recherche agricole internationale et le Gouvernement philippin.

Résumé du budget et du plan de financement
(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement^a</i>
1	Dépenses de personnel	247	151
2	Fournitures et services	129	121
3	Frais de voyage	76	28
4	Recherche, élargissement et activités pilotes ^b	420	
5	Formation et ressources documentaires	144	
6	Réunions et ateliers	75	
7	Frais généraux (10%)	109	20
	Total	1 200	320

^a IIRR et NARES le cas échéant.

^b Dons d'un faible montant accordés aux NARES pour couvrir les frais de voyage du personnel, de communication et de fonctionnement.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	<p>Poor farmers in drought-prone lowlands of Southeast Asia are able to improve household food security and reduce poverty through the adoption of improved technologies.</p> <p>Recommendations developed applicable to 10 million ha and, within the life of the Programme, 100,000 farm households are expected to benefit.</p>	<p>% of men and women farmers in target areas with improved food security.</p> <p>% of households in target areas below poverty line is reduced.</p>	Field and household survey, project and media reports.	Support of NARES collaborators and conducive national policies.
Objectives	Identify, adapt, and validate improved rice technologies for drought-prone lowlands in Southeast Asia. Enable farmers in drought-prone lowlands, including those reached by IFAD-funded investment projects, to access rice technologies that sustainably improve productivity. Enhance the capacity of the NARES, local communities, NGOs, extension agents, and IFAD-funded investment projects to effectively plan development initiatives, access information, and package and deliver information, education, and communication (IEC) materials to these partners.	<p>A number of validated technologies available to NARES for dissemination to farmers.</p> <p>% of farmers using improved technology options.</p> <p>Increased number of information and training materials being used within NARES.</p> <p>Increased number of NARES, NGOs, and local partners trained on technologies and approaches.</p> <p>Greater use within NARES of information, technical options, and development opportunities.</p>	Field visits, NARES reports, and Web sites, field and household survey, project reports. Information resources in hard and digital formats, annual and project completion reports, impact studies, research papers.	Support of NARES collaborators provided, conducive national policies, and project funding secured.
Outputs	Validated improved technologies for the drought-prone lowlands of Southeast Asia. Effective strategies for out- and upscaling of innovations, and provision of technical innovation services (TIS) to strengthen abilities of NARES and local communities—within and outside IFAD-funded investment projects—to access technologies and information adaptable under drought-prone lowlands. Enhanced capacity of partners and a critical mass of scientists and staff for generating future innovations, and information sources and training materials on technology options.	<p>A number of validated options for drought-prone lowlands available in the form of descriptions and materials.</p> <p>A number of approaches developed to make options available to farmers.</p> <p>A number of successful initiatives in the drought-prone lowlands being developed and undertaken, and rice technology options for this environment being evaluated and promoted by NARES. A number of information and training resources being used within NARES and local partnerships. A number of trained NARES, NGOs, and local partners on various technologies and approaches.</p>	Field visits, project reports, and research papers. Reports from IFAD investment projects. Reports and survey of training and information resources. Project completion reports, survey, impact studies.	Support of NARES collaborators provided. Policy of provision and use of information. Counterpart funding available.
Key Activities	<ul style="list-style-type: none"> Development and validation of improved technologies for the drought-prone lowlands of Southeast Asia. Out- and upscaling of innovations, and provision of technical innovation services (TIS) to NARES and IFAD-funded investment projects. 	A number of improved germplasm and management recommendations available at each of the target sites. Lessons from past IFAD projects reported; communication pathways identified in each country; number of partnerships established, number of technologies demonstrated through TIS. Number of training courses, exchange visits, collaborative	Field visits, trial data, annual project reports, site-specific crop management guidelines, scientific papers; reports from IFAD investment projects. Promotion materials in hard copy and digital form.	Support of NARES collaborators provided, field experiments succeed; IFAD investment projects interested in collaboration. Effective communication pathways available. NARES

Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<ul style="list-style-type: none"> Capacity building to create a critical mass of NARES and partners for generating future innovations and knowledge management. 	activities conducted; number of adapted training materials available at each target site. National/international/community-based rice knowledge banks or information exchange systems on drought-related technologies identified, established, and updated.		invest in national rice knowledge bank.

Favoriser la transformation du monde rural et le renforcement des institutions locales pour une gestion durable des terres, l'amélioration des revenus et le renforcement de la sécurité alimentaire

I. Contexte

1. En Afrique de l'Est, l'adoption de pratiques de gestion durable des terres est limitée, ce qui constitue un facteur déterminant à l'origine de la baisse de la productivité agricole et de l'aggravation des niveaux de pauvreté. Même si de nombreuses techniques de gestion durable des terres existent, la faiblesse d'institutions de base caractérisées par des capacités limitées, l'impuissance à tirer parti des ressources collectives et l'insuffisance du partage des savoirs ont entravé la gestion durable des terres et l'instauration de la sécurité alimentaire dans la région. Situation exacerbée par l'inadéquation des processus d'élaboration des politiques dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et la faible intégration aux marchés, d'où la nécessité d'un changement au niveau des politiques et des institutions. Pour que les agriculteurs puissent bénéficier de technologies novatrices et d'incitations au plan des politiques et des marchés, il est indispensable de mettre en place des institutions rurales dynamiques. Si les communautés sont correctement organisées en groupements et que leurs savoirs soient exploités et intégrés à la planification et à la mise en œuvre, il est vraisemblable que ces mêmes communautés s'approprient les projets de développement, en deviendront parties prenantes et feront preuve de détermination en ce sens.
2. Les résultats opérationnels et l'impact au niveau local des investissements du FIDA – amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire – sont fonction du renforcement des capacités dans le pays s'agissant de développement agricole et rural, qui est facilité par la mise en place de l'infrastructure institutionnelle nécessaire. L'expérience Landcare¹, qui vise à favoriser une action collective, illustre parfaitement la manière dont cela peut être réalisé. Mis en œuvre dans 17 pays, Landcare fait appel à une démarche de mobilisation sociale axée sur les groupements communautaires et les partenariats multipartites, synonyme de la fourniture d'un appui dépassant le niveau local en vue de permettre l'adoption rapide d'innovations dans le domaine de la gestion des terres concernant les options relatives aux moyens de subsistance et à la création d'entreprises. Cette approche offre la possibilité de mettre en relation des facteurs biophysiques, socioéconomiques et de gouvernance pour un développement à grande échelle de l'agriculture familiale.
3. Le programme proposé sera réalisé sous l'égide de l'Initiative sur les hauts plateaux africains, un programme écorégional du CIRAF pour l'Afrique de l'Est. Cette initiative, qui a pour objectif l'élaboration et l'institutionnalisation de méthodologies de gestion intégrée des ressources naturelles, est mise en œuvre de manière efficace par le biais d'une recherche-action participative. Il a été démontré que, grâce aux méthodes promues par l'Initiative et à l'adaptation d'approches au contexte local, les parties prenantes sont parvenues à comprendre la nature complexe de la gestion intégrée des ressources naturelles et, partant, à améliorer le processus d'apprentissage et encourager l'adoption de technologies de gestion des ressources naturelles. L'initiative pilote a été couronnée de succès, et l'expérience Landcare prend de l'ampleur. Le programme proposé permettra d'accroître la valeur des efforts actuels de renforcement des capacités des

¹ Landcare est un mouvement de base destiné à améliorer les moyens de subsistance et à protéger l'environnement à travers la mobilisation sociale d'individus, de communautés et de partisans. Il offre une base à des organisations indépendantes gérées par des agriculteurs soucieux de la qualité des terres à long terme. On trouvera des renseignements complémentaires sur le site www.landcareinternational.net.

institutions locales, en faisant fond sur les opérations du FIDA au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Des institutions de base solides, en mesure d'adapter les mécanismes de gouvernance aux conditions locales, peuvent avoir un impact significatif. L'enjeu est de promouvoir un processus de transformation rurale impulsé et conduit au niveau local par des institutions de base qui prennent également part à la concertation. Pour être efficaces, les institutions de base devraient reposer sur une gouvernance démocratique, un leadership visionnaire, une répartition équitable des tâches et des avantages, une obligation de rendre compte sans réserve, un processus décisionnel collectif et la non-exclusion, en particulier des femmes, des pauvres et autres groupes marginalisés.
5. Le manuel du FIDA intitulé *Institutional and organizational analysis for pro-poor change: meeting IFAD's millennium challenge* illustre les étapes conduisant au changement institutionnel. Cependant, les outils appropriés permettant de retracer celui-ci dans le temps font défaut. Dans le cas des projets axés sur les processus, les analyses institutionnelles indiquent quand et où des changements sont nécessaires. Le programme proposé examinera et retracera les processus de développement institutionnel et identifiera les indicateurs permettant de suivre l'évolution de la maturité institutionnelle. C'est sur la base de ces résultats que seront élaborés un guide à l'intention des spécialistes du développement institutionnel ainsi qu'un module de formation dans ce domaine. Tous deux permettront d'accroître la valeur des opérations du FIDA et constitueront des instruments utiles pour les chargés de programme de pays et autres parties prenantes lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes. Grâce à un guide de qualité, les responsables de la conception des programmes pourront mener à bien une analyse institutionnelle exhaustive, définir des mesures de renforcement appropriées et retracer le changement institutionnel durant l'exécution – éléments essentiels pour l'analyse des objectifs d'application à plus grande échelle et de durabilité. De plus, le guide sera précieux pour les opérations du FIDA dans d'autres régions (Asie et Pacifique, Afrique de l'Ouest et du Centre, Proche-Orient et Afrique du Nord, Amérique latine et Caraïbes).
6. Le programme viendra compléter le programme, financé grâce à un don, de renforcement des capacités du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest, grâce à une étroite collaboration avec la Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale, qui compte actuellement 570 000 membres au Kenya, en République-Unie de Tanzanie, en Ouganda, au Burundi, en République démocratique du Congo et au Rwanda.
7. En République-Unie de Tanzanie, il ressort du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) du FIDA que les ruraux pauvres, en particulier les femmes, se trouvent face à un environnement institutionnel neutre ou qui les empêche de se libérer de la pauvreté. Cela est dû à l'absence de pluralité de prestataires de services agricoles et au manque d'importance accordée au renforcement du pouvoir d'action des organisations paysannes. Le COSOP se propose, dans le cadre du Programme de développement du secteur agricole, d'accroître la productivité et de renforcer les capacités des organisations de petits exploitants.
8. En Ouganda, le Programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts (DLSP) met en jeu une hiérarchie de structures communautaires et un enchaînement soigneux de méthodes de mobilisation afin que les populations pauvres en bénéficient au fur et à mesure que la participation communautaire croît. Le programme proposé mettra à disposition les instruments nécessaires à la concrétisation des objectifs du DLSP.

9. Au Kenya, les activités appuyées par le FIDA à l'échelon national visent: i) le renforcement des capacités techniques nécessaires pour la fourniture de services tels que la commercialisation collective et l'achat d'intrants; et ii) le soutien des fonctions stratégiques des organisations paysannes nationales, comme la Fédération nationale des producteurs agricoles. Le programme proposé définira un environnement et un montage institutionnels susceptibles de permettre aux petits exploitants d'échapper au cercle vicieux de la pauvreté. De plus, il offrira un appui visant à promouvoir le rôle des institutions des petits exploitants pour ce qui concerne la sensibilisation sur les politiques, la supervision et la mobilisation communautaire nécessaire pour l'instauration de filières commerciales libres.
10. Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine est mis en œuvre dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Il accorde au renforcement du pouvoir d'action des exploitants une place de premier plan s'agissant de garantir une participation significative à la définition des priorités sectorielles et à la conception des politiques et programmes de développement agricole.

III. Le programme proposé

11. Le but général du programme est d'encourager les organisations de base à prendre une part active aux processus de gouvernance ayant une incidence sur leurs moyens de subsistance et leur bien-être ainsi que sur l'environnement. Dans le droit fil d'un modèle dynamique de renforcement des institutions de base, le programme permettra de formuler des recommandations pertinentes concernant la réforme des politiques, essentielles pour le renforcement des institutions de base, et encouragera une action collective de grande ampleur afin de promouvoir l'adoption de pratiques de gestion durable des terres. Les objectifs du programme sont les suivants: renforcer les capacités des institutions de base et appuyer la mise en place d'une action collective élargie pour la fourniture de services ruraux; favoriser le développement d'activités écologiquement viables et l'accumulation d'actifs au niveau communautaire; et mettre en place une plateforme régionale pour le partage des savoirs relatifs au changement institutionnel, l'application à plus grande échelle et la représentation ou la participation aux processus de décision et de mise en œuvre s'agissant de la gestion durable des terres en Afrique de l'Est, reliée au Réseau africain de gestion des savoirs.
12. Le groupe cible regroupe des organisations paysannes aux différents niveaux (local, du district, national et régional), dont les capacités seront renforcées afin de pouvoir prendre part au processus de développement.
13. Le programme se déroulera sur quatre ans et comprendra trois composantes:
 - renforcement des capacités des institutions de base et appui à la mise en place d'une action collective élargie pour la fourniture de services ruraux;
 - promotion d'activités écologiquement viables et de l'accumulation d'actifs au niveau communautaire; et
 - mise en place d'une plateforme régionale pour le partage des savoirs relatifs au changement institutionnel, l'application à plus grande échelle et la participation aux processus de décision et de mise en œuvre s'agissant de la gestion durable des terres en Afrique de l'Est.

IV. Résultats et avantages escomptés

14. Les résultats escomptés sont les suivants:
 - **Élaboration et promotion d'un modèle dynamique d'analyse et de renforcement institutionnels au niveau local, création d'une plateforme d'offre de services ruraux et engagement dans les**

processus de politique générale. L'obtention de ce résultat suppose une analyse des institutions locales, de leur typologie et de leur participation à la prestation des services ruraux et aux concertations; la formation des paysans aux diverses techniques de gestion durable des terres; la promotion de l'amélioration des systèmes d'exploitation; des expérimentations à petite échelle ou la mise à l'essai des technologies prometteuses pour la création d'entreprise, ainsi que la facilitation des activités de développement institutionnel au service du changement socioéconomique.

- **Multiplication des créations d'entreprise et accumulation d'actifs au sein des communautés.** Ce résultat sera obtenu moyennant la création de plateformes de changement institutionnel à l'échelon national et dans les districts, assorties de règles en bonne et due forme d'engagement dans les processus de concertation liés à la prestation des services ruraux. Les objectifs de performance qui seront assignés aux plateformes en matière de transparence, d'obligation de rendre compte et de participation apporteront des garanties supplémentaires.
- **Création d'une plateforme de changement institutionnel de partage de connaissances, d'application à plus grande échelle et de participation aux processus de politiques générales.** Ce résultat comprendra des produits intellectuels, un programme de mobilisation des institutions locales au service de l'alphabétisation, une synthèse multisite de l'engagement des institutions locales dans les processus de concertation liés à la prestation des services ruraux et de la stratégie de participation de ces mêmes institutions au développement régional et au choix des grandes orientations.

V. Modalités d'exécution

15. Le CIRAF, organisme chef de file, assurera l'exécution transparente du programme en appliquant une procédure précise et détaillée permettant au FIDA et aux partenaires d'avoir accès aux rapports financiers et de participer à l'évaluation de l'état d'avancement des activités. Ce dispositif garantira des produits de qualité, une bonne gestion financière et une coordination efficace entre les partenaires. Le centre a prévu des programmes de collaboration entre les personnels actuellement en poste dans tous les pays cibles.
16. L'exécution des programmes sera assurée principalement par l'Initiative sur les hauts plateaux africains, qui travaillera en collaboration avec les divers partenaires. Les autorités locales des districts participants seront chargées de veiller au bon fonctionnement des plateformes de changement institutionnel. Elles tiendront le registre des membres, s'occuperont des opérations et veilleront à ce que des liens solides s'établissent entre les différents partenaires, à commencer par les institutions paysannes. Le district sélectionnera un coordonnateur de programmes compétent qui assurera la liaison avec l'administration du district et l'Initiative sur les hauts plateaux africains. Le coordonnateur de plateforme mobilisera les financements sur la base des plans de travail convenus et des demandes budgétaires approuvées par la plateforme. Il s'assurera que les rapports techniques et financiers sont présentés en temps voulu aux administrations de district et à l'Initiative sur les hauts plateaux africains. Le service d'assistance technique aux plateformes sera assuré par l'Initiative (équipe régionale et équipes des sites). L'appui logistique et administratif sera fourni par le siège du CIRAF à Nairobi. Les scientifiques du CIRAF superviseront les évaluations d'impact, la commercialisation et l'articulation entre la recherche et les applications. Les chargés de programme de pays du FIDA seront étroitement associés aux activités dans chaque pays de manière à favoriser les synergies entre les différents programmes exécutés dans un même site. Les sites en question sont ceux du Projet de

commercialisation en faveur des petits horticulteurs et du Projet pilote de gestion des ressources naturelles dans le secteur est du Mont Kenya (tous deux au Kenya), du Programme de développement du secteur agricole (République-Unie de Tanzanie) et du Programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts (Ouganda).

17. Le programme est multidisciplinaire; il fera appel aux partenaires nationaux de recherche et développement, dont ceux du secteur privé. Il s'inscrit dans une optique de recherche-action centrée sur l'économie de la production durable dans les exploitations, la valorisation des produits et les analyses de marché, ainsi que sur la rentabilité et l'accumulation d'actifs par les ménages ruraux. L'élément de renforcement des capacités inscrit dans le programme permettra de renforcer la capacité des institutions locales de participer aux concertations et d'avoir accès au crédit et aux marchés. Il est prévu d'appuyer la fourniture d'intrants et l'analyse des politiques. En ce qui concerne la gestion des savoirs, le programme utilisera des méthodes participatives pour partager les résultats avec les petits paysans et autres partenaires.
18. Le programme se déroulera comme suit: i) élaboration d'un modèle dynamique d'analyse et de renforcement institutionnels au niveau local, création d'une plateforme pour l'offre de services ruraux et engagement dans les processus de politique générale; ii) multiplication des créations d'entreprise et accumulation d'actifs au sein des communautés; et iii) création d'une plateforme de changement institutionnel pour le partage des connaissances, l'application à plus grande échelle et la participation aux concertations sur les politiques générales au niveau régional.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

Résumé du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Personnel et supervision	375	200
2	Matériel et fournitures	142,5	10
3	Coûts opérationnels	442,5	24
4	Formation et ateliers	255	20
5	Recherches, publications et voyages	225	25
6	Coûts administratifs	60	92
	Total	1 500	371

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To empower poor rural men and women in East Africa to achieve higher incomes and improved food security.	<ul style="list-style-type: none"> At least 50% increase of poor rural people in the programme sites above the poverty line by 2020 At least 80% increase of strong organizations of poor rural people by 2020 	<ul style="list-style-type: none"> Government reports/statistics IFAD/ICRAF reports External impact assessment reports 	Assumptions <ul style="list-style-type: none"> Support and participation of relevant government ministries Quality process documentation and iterative learning processes.
Objectives	<ol style="list-style-type: none"> Enhance capacity of variants of grassroots institutions and provide support to harness broader collective action for rural service delivery; Improve Enterprise development within the context of conservation, and community level asset accumulation. Build a regional institutional platform for knowledge sharing, scaling up, and participation in SLM policy making and development processes in East Africa. 	<ul style="list-style-type: none"> At least 50% of the fostered multi-stakeholder collective action leading to strong farmer institutions by end of the programme Up to 60 % farm-based enterprise development supported and private sector investment encouraged by the end of the programme. 	<ul style="list-style-type: none"> Improved existing farming systems, through integration of highly practical agroforestry and soil management techniques 	Risks <ul style="list-style-type: none"> Lack of buy-in from government and partners Poor external terms of trade Climate uncertainties for agriculture
Outputs	<ol style="list-style-type: none"> A dynamic model for grassroots institutional analysis and strengthening and a platform for rural service delivery and engagement in policy process developed and promoted. Enterprise development and community level asset accumulation increased. Institutional change platform for knowledge sharing, scaling up and public policy participation established. 	<ul style="list-style-type: none"> At least 6 functioning district level multi stakeholder platforms supporting existing groups capacitated and strengthened. Improved gender relations, equity, visibility and attention to voices of marginalized groups Models of improved farming systems, with small experiments of promising technologies and practices e.g., tree integration and farm enterprise development Institutional and social change process observed and documented Most significant change stories 	<ul style="list-style-type: none"> Institutional development practitioners' guide and training module Publication on institutional change/performance Expanded collaboration with district and or national level service providers, including external partners. Framework and indicators for monitoring institutional development 	<ul style="list-style-type: none"> Conducive institutional support for pro-poor initiatives, and private sector partnerships
Key Activities	<ol style="list-style-type: none"> Grassroots institutional analysis, technical and institutional capacity building. Develop, validate and promote farmers institutional development model Developing a 'Practitioners' Guide' and 'Training module for Institutional Development.' 	<ul style="list-style-type: none"> Models of improved farming systems, with small experiments of promising technologies and practices e.g., tree integration and small-farm enterprise development Institutional and social change process observed and documented 	<ul style="list-style-type: none"> Training module for institutional development process Number of adopters, grassroots groups trained, facilitated and supported Publication on institutional change/performance 	Extensive awareness creation to relevant government agencies and grassroots communities
	<ol style="list-style-type: none"> Fostering linkages between grassroots institutions and other stakeholders for technology dissemination Facilitate development of viable farm 	<ul style="list-style-type: none"> 6 District level knowledge-sharing and technology dissemination and agro-based business models developed Linkages between the grassroots 	<ul style="list-style-type: none"> Number of engagement in the broader market place and integrated policy and development processes Number of sustainable agro-based 	Strategic planning involving mitigation measures Active involvement of government

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	enterprises, and monitor community level asset building c. Analyze power relations at multiple levels including elements of governance such as participation, transparency, and accountability	institutions, meso -level platforms and macro level policy making identified and performance targets agreed • Partnership with private sector for product development, value addition and marketing	enterprise developed • Relevant District level policies passed	agencies and policy makers in programme planning
	a. Facilitating process documentation, knowledge sharing, and impact assessments b. Launching of a 'Grassroots Institutional Mobilisation Literacy program, which carries the message of 'land stewardship' as a true African ethic. c. Building capacity to manage a regional coalition for grassroots institutions; and seek representation in development and policy processes.	• 5 policy briefs; 10 farming guides • 15 seconds television airtime on Land Stewardship • 3 regional policy workshops • 10 local and international volunteers, and interns recruited	• Methods guide of strengthening grassroots institutions • Engagement of grassroots institutions in policy processes • Grassroots Institutional Mobilisation in land stewardship • Literacy and volunteer programs in place	Development of various communication methods to ensure inclusiveness in the knowledge sharing platform